

«Monnaie pleine»: une initiative trop complexe et pas mûre

D'ici à quelques mois, le peuple devra voter au niveau fédéral sur l'initiative «Monnaie pleine». Cette initiative propose de changer radicalement le système monétaire suisse en nationalisant la monnaie scripturale actuellement gérée par les banques.

Cette proposition de réforme est fortement motivée par la récente crise financière et par la perception du comportement irresponsable des banques et du secteur financier.

L'idée de base semble simple: la Banque nationale suisse (BNS) devrait contrôler directement l'émission de toute forme de monnaie.

Mais au-delà de ce concept plutôt abstrait, cette réforme est très complexe, que ce soit dans sa motivation, dans le texte de l'initiative, ou ses implications macroéconomiques. Indépendamment des avantages et des inconvénients de cette réforme, l'initiative est peu claire et, à mon avis, le sujet n'est pas mûr pour être soumis en votation populaire. Ce n'est pas la première fois qu'un sujet complexe est soumis au

peuple et on pourrait se demander s'il ne serait pas souhaitable d'avoir un meilleur «filtre» dans notre système démocratique pour éviter des sujets trop difficiles à appréhender. En effet, si le sujet est trop complexe, le vote ne peut pas refléter l'avis fondé du peuple suisse.

Le contrôle de l'émission de monnaie par la BNS est un principe clair, mais le diable est dans les détails. Un aspect crucial de la réforme, c'est ce que fait la BNS avec ces fonds. Ceci n'est pas clairement spécifié dans l'initiative. Or, les différentes manières d'utiliser ces fonds ont des effets très différents sur l'économie du pays. Comme anecdote, j'ai récemment parlé de l'initiative avec deux de mes

collègues, spécialistes en économie monétaire dans des universités suisses. Nous avons chacun une compréhension différente de ce texte! Nous avons pu clarifier nos points de vue, mais cette situation nous a démontré que cette initiative était trop compliquée pour les non-spécialistes. Comme le texte de l'initiative est vague sur des aspects importants de la réforme, on ne sait finalement pas très bien sur quoi on vote.

Ce qui est aussi frappant c'est que le comité de l'initiative accuse les voix critiques à cette réforme d'ignorance, de désinformation, de confusion, de malentendus, etc. Comme ces voix critiques viennent de personnes très informées, ceci est préoccupant. Il y a clairement un problème fondamental de compréhension de cette réforme.

Lorsque l'on introduit un nouveau médicament, il est nécessaire de faire un grand nombre d'études préalables. Le même principe devrait s'appliquer pour des réformes économiques importantes. Ce n'est pas le cas de cette initiative. Le comité de l'initiative constate, avec raison, les sérieux problèmes du système financier actuel et la lenteur des réformes.

Pour remédier à ces problèmes, ils proposent donc le système de «monnaie pleine». Mais dans quelle mesure ce nouveau système peut-il résoudre tous les problèmes du système actuel? Aurait-il pu éviter la crise financière récente? Ne risque-t-il pas de créer de nouveaux problèmes? Ce système est-il adéquat pour l'économie suisse? Le comité cite une poignée d'études sur le sujet, mais aucune de ces études ne répond directement à ces questions.

L'exemple du Plan de Chicago, proposé dans les années 30 aux Etats-Unis, est souvent cité. Mais ce plan ne correspond pas précisément à ce qui est proposé dans l'initiative: il ne s'agit pas d'un système de «monnaie pleine», car il ne propose pas le contrôle de toute la monnaie par l'Etat.

De plus, la situation des Etats-Unis il y a 80 ans ne correspond pas à la situation actuelle de la Suisse. En fait, il y a eu des changements importants depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais les arguments soutenant la réforme ignorent en grande partie les connaissances actuelles en économie monétaire et sur les crises financières. Le comité d'initiative accuse souvent ses détracteurs d'un manque de fondement dans leurs arguments. Mais c'est d'abord au comité d'initiative d'apporter des fondements sérieux sur les aspects positifs de leur réforme! Pour revenir à l'analogie médicale, on veut nous faire voter pour un nouveau médicament sans l'avoir testé au préalable.

Il aurait été désirable d'avoir un débat de fonds sur les idées de réformes avant de lancer une initiative. Cela aurait certainement pu faire avancer la réflexion. Mais il semble que cela soit trop tard. Lorsque l'on entre dans une logique de votation, le débat reste à un niveau superficiel et se limite à une rhétorique politique. C'est à la fois dommage et dangereux. Il est en fait probable qu'une grande partie de la population ne votera pas de manière rationnelle sur la réforme elle-même et se laissera guider par son humeur ou d'autres facteurs. Il sera donc important d'éviter un vote de mauvaise humeur ou de protestation. ■

«Le contrôle de l'émission de monnaie par la BNS est un principe clair, mais le diable est dans les détails»

PHILIPPE BACCHETTA
PROFESSEUR À HEC LAUSANNE
ET AU SWISS FINANCE INSTITUTE

